

Haïti

Les troupes de l'ONU hors d'Haïti !

Récemment, de terribles nouvelles ont commencé à être connues révélant le caractère des forces d'occupation des casques bleus de l'ONU en Haïti (MINUSTAH). Durant l'attaque commandée par le Conseil de sécurité de l'ONU dans la nuit du 24 janvier (ainsi que les nuits suivantes), 400 soldats, soutenus par des hélicoptères, ont pénétré les quartiers les plus pauvres de Port Prince, la capitale, avec des véhicules blindés et des fusils automatiques d'un haut potentiel de feu. On estime que cette attaque a causé au moins 70 morts et des dizaines de blessés, bon nombre d'entre eux étant des enfants. (Rebelión, 10/02/07).

Un des secteurs les plus affectés a été Cité Soleil, où 300 000 personnes vivent dans des conditions de pauvreté extrême. Non contents d'assassiner des habitants sans défense, les hélicoptères de l'ONU ont détruit tous les réservoirs fournissant l'eau pour la région. La MINUSTAH a des camions-citerne pour le transport, mais l'organisation HIP (Haïti Information Project) a révélé qu'ils avaient confié la gestion de l'eau à des spéculateurs privés qui la revendent, ce qui oblige la population à marcher plusieurs kilomètres pour remplir un sceau d'eau.

Ce massacre est dans la continuité de l'action répressive que la MINUSTAH mène dans le pays. Cette fois elle est allée plus loin au point que, indépendamment des révélations faites par les organisations des droits de l'homme, l'ancien ambassadeur américain, James Foley, a mis en garde son gouvernement contre « l'utilisation démesurée de la force de la part de l'ONU ».

Un régime colonial

Haïti est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique avec des indicateurs sociaux-économiques semblables à ceux des régions les plus pauvres d'Afrique. Sur ce continent, le destin du pays et de sa population serait probablement condamné à l'oubli. Mais Haïti fait partie des Caraïbes, une région clé pour l'impérialisme américain, qui la considère comme son « arrière-cour », où il se donne le droit d'intervenir politique et militairement. La précédente invasion des « marines » a eu lieu en 2004 pour renverser le Président Jean-Bertrand Aristide, un prêtre catholique qui, en 1986, avait gagné en prestige dans les quartiers pauvres de Port Prince, pendant la lutte qui avait jeté à bas la dictature sanguinaire de Duvalier.

Voilà comment un régime colonial sous occupation militaire a été installé. Peu de temps après cela, et afin de permettre à Bush de concentrer son effort militaire en Irak, les marines ont été retirés et remplacés par les casques bleus de l'ONU (environ 10 000 soldats amenés par le Brésil avec la participation de troupes venant d'Argentine, du Chili, et de l'Uruguay, entre d'autres). L'intention était de déguiser l'occupation impérialiste au moyen de troupes de « pays frères » venus du continent.

En 2006, dans le cadre de l'occupation et comme un moyen de déguiser le caractère colonial de la vraie situation, des élections présidentielles ont eu lieu. René Préval a battu le candidat soutenu par l'impérialisme (Leslie Manigat) ce qui a signifié - dans les faits - une défaite pour l'impérialisme. Défaite qui a été possible parce que les haïtiens se sont mobilisés massivement. Aussi bien les résultats électoraux que la mobilisation, ont démontré qu'il y avait une vraie colère contre l'occupation. Même si Préval agit en tant que marionnette de l'occupation, la résistance est toujours présente.

Les vraies raisons de ces massacres

Le prétexte utilisé par l'ONU pour justifier cette attaque est « la chasse aux bandes de criminels » qui agissent dans ces quartiers. Mais dans la réalité, ces bandes ont « le feu vert » des casques bleus pour que régulièrement elles agissent en tant qu'escadrons de la mort contre les activistes qui se battent contre l'occupation, et c'est, avec la complicité de la MINUSTAH.

La haine de l'occupation s'est constamment accrue et elle est devenue manifeste lors des actions de masse contre la MINUSTAH et le gouvernement de Préval. Par exemple : le 16 décembre dernier, comme nous pouvons le voir dans une vidéo de la HIP, « plus de 10 000 personnes se sont mobilisés dans Cité Soleil en criant : « A bas Preval ! », et en exigeant le retour d'Aristide, la fin de l'occupation militaire et la libération des prisonniers politiques ». Des manifestations semblables ont eu lieu dans d'autres quartiers de la capitale et dans plusieurs autres villes dans le pays. La presse étrangère rapporte aussi le renforcement du mouvement de Lavalas, liée à l'ancien Président Aristide. En conclusion, les massacres font partie de l'effort pour accroître l'occupation et contrôler le pays contre une situation que Le Monde (27/12/06) décrit comme « Le chaos règne en Haïti ».

Les laquais de Bush

Nous considérons particulièrement révoltant le fait que la majorité de troupes de la MINUSTAH ont été fournies par les gouvernements de Lula, Kirchner, Bachelet et de Tabaré Vázquez, et que celle-ci soit sous commandement du général brésilien José Elito Carvalho Siqueira. Les peuples latino-américains ont une grande dette historique de gratitude envers Haïti, la première nation indépendante sur ce continent (grâce à une révolution de ses esclaves noirs), et qui a octroyé l'asile et l'aide financière aux leaders de la lutte contre la colonisation espagnole tel Francisco Miranda et Simon Bolivar. Maintenant les présidents de ces pays, comme de véritables laquais de l'impérialisme payent leurs dettes en participant à l'invasion militaire et à la répression criminelle de la population haïtienne. Même l'administration d'Evo Morales fait partie de ce crime. Andrés Solís Rada, ancien ministre bolivien des hydrocarbures et de l'énergie, dénonce qu'Evo « a bloqué toutes tentatives d'empêcher les troupes boliviennes d'être envoyés au Congo et en Haïti » (Rebanadas de realidad, 19/01/07).

La MINUSTAH dehors !

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale exprime sa solidarité et son soutien le plus total dans la lutte de la population haïtienne contre l'occupation par la MINUSTAH et pour restaurer la souveraineté du pays. Nous dénonçons et condamnons ces massacres comme étant une nouvelle preuve du degré de cruauté que peut atteindre l'impérialisme pour la défense de ses intérêts. De ce point de vue, nous sommes totalement en accord avec le rapport émis par le coordonnateur du Comité Démocratique Haïtien en Argentine lorsqu'il exige « la fin des massacres et le retrait immédiat du MINUSTAH ».

Nous appelons toutes les organisations qui se réclament anti-impérialistes et démocratiques, à mettre en oeuvre une campagne unitaire d'information, de rassemblements et de manifestations sur ces points. Nous appelons tout ceux qui condamnent l'invasion de l'Irak à répéter la même unité pour Haïti contre l'occupation impérialiste qui est identique, même si pour Haïti elle est déguisée avec des casques bleus.

Cette campagne est particulièrement nécessaire dans des pays latino-américains tels que le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Chili et la Bolivie pour exiger que leurs gouvernements cessent d'agir en tant que laquais de Bush et retirent leurs contingents armés. Nous nous adressons très particulièrement aux centrales ouvrières dans ces pays (CUT brésilienne, COB bolivienne, CTA argentine et PIT-CNT uruguayenne) lesquelles, indépendamment de leur position générale en ce qui concerne ces gouvernements, occupent une place centrale dans cette campagne.

Sao Paulo, 14 Février 2007

Secrétariat International de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

La MINUSTAH hors d'Haïti ! Exigeons des gouvernements Lula, Kirchner, Bachelet, Tabaré et Evo, le retrait immédiat de ses soldats !

Vive la lutte du peuple haïtien !